

Retraites: Ce n'est pas fini

La réforme à peine votée voilà que le gouvernement par Sénat interposé annonce qu'il veut aller beaucoup plus loin. Il accélère l'allure vers la réalisation de son grand objectif : supprimer le système actuel par répartition et le remplacer par un régime individuel par points dit de « capitalisation ».

De quoi s'agit-il ? Chaque salarié étant seul responsable de l'édification de sa retraite et toute garantie collective disparaissant il serait contraint de confier son argent à des sociétés financières et à des fonds de pension, sans garantie aucune. On a vu comment fonctionne ce système

aux Etats-Unis.

En 1945 les conquêtes de la Libération ont imposé le paiement d'une retraite comme d'une partie différée du salaire qui doit revenir automatiquement au travailleur quand il cesse son activité. **C'est cette notion fondamentale d'une partie du salaire dû par l'employeur que le gouvernement veut faire disparaître.** Ceci pour baisser toujours plus le « coût du travail » pour le capital. Voilà ce que cachent les interminables discussions « techniques », les « réflexions nationales » de toutes sortes etc...

Savez-vous que la CFDT ré-

clame elle aussi un système par points ? Savez-vous que le PS veut augmenter la durée des cotisations et la retraite à la carte? Savez-vous que les uns et les autres sont prêts à discuter de tout cela avec le gouvernement Sarkozy ?

La question de nos retraites n'est pas négociable. Les grèves et manifestations des salariés ont pesé lourd, elles doivent encore se développer et s'étendre. Elles seules feront reculer le gouvernement et ceux qui composent avec lui.

Pour assurer le financement des retraites

*Contraindre les patrons et l'Etat patron à payer leur part de financement des retraites. Cela représenterait des dizaines de milliards

*Supprimer les exonérations scandaleuses accordées aux employeurs et prendre en compte les revenus issus de la spéculation financière dans les cotisations patronales.

*En 1970, 73%des richesses créées dans le pays servaient à financer les salaires, les retraites, la Sécurité Sociale. En 2000 cette part était de 65%. En 2010, elle n'est plus que de 53%. Revenons aux 73% d'il y a 40 ans et des dizaines de milliards de plus pourraient être affectés à nos retraites.

*Développer une politique de progrès avec l'augmentation des salaires, des retraites, de développement de l'emploi, l'arrêt des fermetures et délocalisations d'entreprises.

Mais pour rétablir ces mesures il faut s'attaquer aux profits du capital, ne pas collaborer avec lui !

Comme d'habitude patronat et gouvernement essaient d'opposer certains salariés à d'autres, les salariés du privé à ceux du public, les actifs aux retraités, pour mieux cacher les retraites de tous

« Ne pas prendre les mesures que le gouvernement préconise condamnerait les retraites » dit Fillon et Sarkozy renchérit : « il n'y a

pas d'alternative à la réforme du gouvernement ». Autrement dit on attaque les retraites pour mieux les protéger. FAUX ! on vient de voir qu'on peut faire autrement à une seule condition : prendre l'argent là où il est, dans les poches du capital.

L'allongement de la durée de vie, les progrès de la médecine ne doivent pas servir d'argument pour justifier des mesures rétrogrades. Au contraire ! De nos jours il est économiquement possible de répondre positivement aux questions sociales de notre temps. Les profits réalisés par le patronat sont considérables ils doivent être utilisés pour cela.

Les jeunes dans la galère

« **Les** jeunes dans la galère, les vieux dans la misère, on n'en veut pas de cette société là », scandaient les jeunes dans les manifestations. Le gouvernement et les médias bien-pensants ont montré quelque anxiété quand ils ont constaté que la jeunesse aussi...

Pas concernés les jeunes ? Le fils Sarkozy sûrement mais les 41% de jeunes des quartiers populaires

qui sont chômeurs avant d'avoir pu trouver un emploi, mais les 100.000 jeunes de moins de 25 ans qui recherchent un travail depuis un an au moins et dont le nombre a augmenté de 72% en 2 ans, mais les 25% de diplômés qui ont terminé leur scolarité en juin 2009 et qui n'ont pas trouvé un emploi un an plus tard ?...

A la fin août 2010, 638.000 jeunes de moins de 25 ans étaient

inscrits à Pôle emploi, 21% des titulaires du RMI avaient moins de 29 ans - 21% des 18 - 19 ans qui vivent chez leurs parents rencontrent des problèmes financiers, d'abord dans les milieux populaires.

Ceux qui feignent de s'étonner de la place des jeunes aux côtés de leurs aînés dans les actions ne devraient pas oublier ces statistiques, résultat de leur politique.